

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 44.816/AG
DU 1^{er} JUILLET 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par le Président du Sénat, le 27 juin 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables prorogé à huit jours ouvrables ^(*), sur une proposition de loi "modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973" (Doc. parl., Sénat, 2007-2008, n/ 4-830/1), a donné l'avis suivant :

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat qui dispose que le délai de cinq jours ouvrables est prorogé à huit jours ouvrables dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 44.816/AV
VAN 1 JULI 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling wetgeving, op 27 juni 2008 door de Voorzitter van Senaat, binnen een termijn van vijf werkdagen verlengd tot acht werkdagen ^(*), van advies te dienen over een wetsvoorstel "tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973" (Parl. St., Senaat, 2007-2008, n/ 4-830/1), heeft het volgende advies gegeven :

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van vijf werkdagen verlengd wordt tot acht werkdagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par la nécessité de pouvoir conclure entre les différents parlements belges un accord de coopération en vue de l'application de la procédure de subsidiarité du Traité de Lisbonne."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

1. La proposition de loi faisant l'objet de la demande d'avis tend pour l'essentiel à prévoir la possibilité, pour les présidents du Sénat, de la Chambre des représentants ou d'un Parlement de communauté, de région, de la Commission communautaire française ou de la Commission communautaire commune, de saisir la section de législation du Conseil d'État de demandes d'avis sur la compétence de l'une de ces assemblées de poser un acte dans le cadre des nouvelles prérogatives que le Traité sur l'Union européenne, le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et deux Protocoles annexés à ces Traités ¹, tels qu'ils résulteraient de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne et de l'Acte final, faits à Lisbonne le 13 décembre 2007, reconnaissent au "parlement national" ou aux chambres qui le composent.

(1) Il s'agit du Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne et du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

La possibilité qui serait ainsi offerte aux parlements des entités fédérées se situe dans le prolongement de la déclaration n° 51 "relative aux parlements nationaux" faite par le Gouvernement belge annexée à l'Acte final précité; cette déclaration n° 51 s'énonce comme suit:

"La Belgique précise que, en vertu de son droit constitutionnel, tant la Chambre des Représentants et le Sénat du Parlement fédéral que les assemblées parlementaires des Communautés et des Régions agissent, en fonction des compétences exercées par l'Union, comme composantes du système parlementaire national ou chambres du Parlement national." ².

2. Selon les termes mêmes de l'article 6^{ter} en projet des lois coordonnées sur le Conseil d'État, énoncé par l'article 2 de la proposition, cette compétence nouvelle de la section de législation du Conseil d'État sera également prévue par des dispositions d'un accord de coopération à conclure entre les assemblées du Parlement fédéral et les Parlements des entités fédérées. Le pouvoir de conclure un tel accord ne leur est pas reconnu de manière expresse dans l'état actuel du droit positif ³. L'insertion d'un article 92^{bis}, §§ 1^{er}, alinéa 3, et 4^{bis}, alinéa 3, dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles est envisagée à cet effet par les articles 2, 1/ et 2/, de la proposition de loi spéciale du 18 juin 2008 "modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises" ⁴ (ci-après "la proposition 1263"), faisant l'objet d'un avis 44.784/AG donné ce jour par la section de législation du Conseil d'État.

La même disposition proposée de l'article 6^{ter} des lois coordonnées sur le Conseil d'État implique, en son alinéa 1^{er}, 2/, l'insertion d'un article 92^{quater} nouveau dans la loi spéciale précitée du 8 août 1980 permettant l'introduction d'un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne "au nom d'une Chambre législative fédérale ou

(2) Voir notamment l'avis 44.028/AG donné le 29 janvier 2008 sur un avant-projet de loi "portant assentiment au Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, et à l'Acte final, faits à Lisbonne le 13 décembre 2007", spéc. n^{os} 22 à 31 et 33 à 35 (*Doc. parl.*, Sénat, 2007-2008, n° 4-568/1, pp. 334 à 371, spéc. pp. 352 à 367).

(3) Sur cette question, voir l'avis 44.028/AG précité du 29 janvier 2008, spéc. n° 33.

(4) *Doc. parl.*, Chambre, 2007-2008, n° 52-1263/1.

d'un Parlement communautaire ou régional" conformément à l'accord de coopération qui vient d'être évoqué; ce recours est celui ouvert aux parlements nationaux ou à l'une de leurs chambres par l'article 8 du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, annexé au Traité sur l'Union européenne et au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ⁵. L'insertion de cet article 92^{quater} dans la loi spéciale précitée du 8 août 1980 est envisagée par l'article 4 de la proposition 1263 qui vient d'être évoquée.

3. Le renvoi, fait explicitement ou implicitement par l'article 6^{ter} proposé de la proposition à l'examen, à l'accord de coopération et aux articles 92^{bis}, §§ 1^{er}, alinéa 3, et 4^{bis}, alinéa 3, et 92^{quater} de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 ne pourra avoir de pertinence que lorsque ces dernières dispositions auront été adoptées.

Une fois adopté, l'article 92^{bis}, §§ 1^{er}, alinéa 3, et 4^{bis}, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles serait applicable à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune en application des articles 42, 63 et 72, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises. L'article 92^{quater} proposé serait rendu applicable aux mêmes entités par les modifications que les articles 5 et 6 de la proposition 1263 envisagent d'apporter aux articles 42 et 63, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale précitée du 12 janvier 1989.

(5) Selon le dispositif de l'article 6^{ter}, alinéa 1^{er}, 2/, proposé, les actes législatifs de l'Union européenne pouvant faire l'objet d'un avis motivé de la section de législation du Conseil d'État quant à la répartition des compétences entre l'autorité fédérale, les communautés et les régions sont ceux "visés à l'article 3 du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, annexé au Traité sur l'Union européenne et au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne". Il résulte tant du texte même de ce Protocole que des développements de la proposition de loi à l'examen (spéc. pp. 2 et 3) qu'il s'agit en réalité des actes législatifs de l'Union européenne visés à l'article 8 de ce Protocole, contre lesquels chaque "parlement national" ou chaque "chambre de celui-ci" peut introduire un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne "pour violation [...] du principe de subsidiarité".

Les articles 92*bis*, §§ 1^{er}, alinéa 3, et 4*bis*, alinéa 3, et 92*quater* de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 seraient applicables à la Communauté germanophone en vertu des articles 55*bis* et 55*ter* de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone ⁶.

L'article 92*bis*, §§ 1^{er}, alinéa 3, et 4*bis*, alinéa 3, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 serait applicable à la Région wallonne et à la Commission communautaire française dans l'exercice des compétences qui leur ont été transférées par la Communauté française en vertu de l'article 4, 1/, commun au décret de la Communauté française n/ II du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, au décret de la Région wallonne n/ II et au décret n/ III de la Commission communautaire française portant tous deux la même date du 22 juillet 1993 et le même intitulé que celui du décret précité de la Communauté française du 19 juillet 1993 ⁷.

4. Actuellement, les articles 2, 1/ et 2/, et 4 de la proposition 1263 n'ayant pas été adoptés, les articles 92*bis*, §§ 1^{er}, alinéa 3, et 4*bis*, alinéa 3, et 92*quater* de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 proposés par ces dispositions ne font pas partie de l'ordonnancement juridique en vigueur, en manière telle que l'accord de coopération prévu par ces dispositions proposées n'a pu être conclu.

Or, seul l'examen des articles 92*bis*, §§ 1^{er}, alinéa 3, et 4*bis*, alinéa 3, et 92*quater* de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, lorsqu'ils seront adoptés, et de l'accord de coopération auquel l'article 6*ter* proposé des lois coordonnées sur le Conseil d'État renvoie en ses 1/, 2/ et 3/, lorsqu'il sera conclu, permettra d'appréhender de manière

(6) Voir aussi l'article 2 de la proposition de loi du 18 juin 2008 "modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone" (*Doc. parl.*, Chambre, 2007-2008, n/ 52-1262/1), qui modifie l'intitulé du titre IV*ter* de la loi précitée du 31 décembre 1983. Cette proposition de loi fait l'objet d'un avis 44.785/AG rendu ce jour.

(7) Sur les difficultés posées par l'absence de disposition expresse rendant l'article 92*quater* de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 applicable à la Région wallonne et à la Commission communautaire française dans les compétences dont l'exercice leur a été transféré par la Communauté française, il est renvoyé à l'observation n/ 10 faite dans l'avis 44.784/AG rendu ce jour sur la proposition 1263.

complète et précise le cadre juridique dans lequel les trois nouveaux titres de compétence de la section de législation du Conseil d'État sont appelés à s'insérer, notamment quant à la portée pouvant être conférée à "l'avis motivé" que la section de législation serait appelée à donner et quant au déroulement exact de la procédure.

5. Comme la réforme envisagée par l'article 6^{ter} proposé des lois coordonnées sur le Conseil d'État se présente comme intimement liée à cet accord de coopération non encore conclu, il est prématuré pour la section de législation du Conseil d'État d'examiner l'article 2 de la proposition à l'examen qui tend à insérer l'article 6^{ter} dans les lois coordonnées sur le Conseil d'État, ainsi que les autres dispositions de la proposition, qui forment un ensemble cohérent avec cette dernière disposition.

Il conviendra d'à nouveau saisir la section de législation du Conseil d'État lorsque les articles 92^{bis}, §§ 1^{er}, alinéa 3, et 4^{bis}, alinéa 3, et 92^{quater} de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 proposés auront été adoptés et que l'accord de coopération auxquels ils se réfèrent aura été conclu ⁸.

⁽⁸⁾ Il serait souhaitable que, pour une réforme de cette importance, la consultation du Conseil d'État puisse se dérouler dans les conditions de délai lui permettant d'y consacrer le temps qu'elle mérite, sauf si, conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, il était fait état de l'"urgence spécialement motivée" à saisir le Conseil d'État dans le délai exceptionnel de cinq jours ouvrables, prorogé à huit jours ouvrables si l'affaire est soumise à l'assemblée générale ou aux chambres réunies de la section de législation du Conseil d'État.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt:

"L'urgence est motivée par la nécessité de pouvoir conclure entre les différents parlements belges un accord de coopération en vue de l'application de la procédure de subsidiarité du Traité de Lisbonne."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

1. Het wetsvoorstel waarop de adviesaanvraag betrekking heeft, strekt er voornamelijk toe aan de voorzitter van de Senaat, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van een gemeenschaps- of gewestparlement, van de Franse Gemeenschapscommissie of van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de mogelijkheid te bieden om bij de afdeling wetgeving van de Raad van State adviesaanvragen aanhangig te maken over de bevoegdheid van een van die vergaderingen om een handeling te stellen in het kader van de nieuwe prerogatieven die aan het "nationaal parlement" of aan de kamers waaruit het bestaat worden opgedragen bij het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de

.../...

Europese Unie en twee aan die Verdragen gehechte Protocolen ¹, zoals zij zouden voortvloeien uit de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, en de Slotakte, gedaan te Lissabon op 13 december 2007.

De mogelijkheid die aldus aan de parlementen van de deelentiteiten zou worden geboden, ligt in het verlengde van verklaring nr. 51 "inzake de nationale parlementen" die door de Belgische regering is afgelegd en gehecht is aan de voormelde Slotakte; die verklaring nr. 51 luidt als volgt:

"Het Koninkrijk België verduidelijkt dat, overeenkomstig zijn grondwettelijk recht, zowel de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat van het federaal Parlement als de parlementaire vergaderingen van de Gemeenschappen en Gewesten, in functie van de bevoegdheden die de Unie uitoefent, optreden als componenten van het nationaal parlementair stelsel of als kamers van het nationaal Parlement." ².

2. Volgens de bewoordingen zelf van het ontworpen artikel 6ter van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dat vervat is in artikel 2 van het voorstel, zal die nieuwe bevoegdheid van de afdeling wetgeving van de Raad van State eveneens voorgeschreven worden in bepalingen van een samenwerkingsakkoord, dat moet worden gesloten tussen het federale Parlement en de parlementen van de deelentiteiten. Bij de huidige stand van het positief recht is de bevoegdheid om zo een akkoord te sluiten ze niet uitdrukkelijk opgedragen ³. Daartoe wordt overwogen om een artikel 92bis, §§ 1, derde lid, en 4bis, derde lid, in te voegen in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen met de artikelen 2, 1/ en 2/, van het voorstel van bijzondere

(1) Het gaat om het Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie en om het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid.

(2) Zie inzonderheid advies 44.028/AV gegeven op 29 januari 2008 over een voorontwerp van wet "houdende instemming met het Verdrag van Lissabon tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, en met de Slotakte, gedaan te Lissabon op 13 december 2007", inzonderheid punten 22 tot 31 en 33 tot 35 (*Parl. St.*, Senaat, 2007-2008, nr. 4-568/1, blz. 334 tot 371, inzonderheid blz. 352 tot 367).

(3) Zie, wat deze kwestie betreft, het voormelde advies 44.028/AV van 29 januari 2008, inzonderheid punt 33.

wet van 18 juni 2008 "tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen" ⁴ (hierna te noemen "voorstel 1263"), waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State heden advies 44.784/AV heeft uitgebracht.

Het eerste lid, onderdeel 2/, van datzelfde voorgestelde artikel 6^{ter} van de gecoördineerde wetten op de Raad van State impliceert de invoeging van een nieuw artikel 92^{quater} in de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980, waarbij de mogelijkheid wordt geboden om bij het Hof van Justitie van de Europese Unie beroep in te stellen "namens een federale wetgevende kamer of namens een gemeenschaps- of gewestparlement" overeenkomstig het samenwerkingsakkoord waarnaar zonet verwezen is; dat beroep is datgene dat door de nationale parlementen of door een van hun kamers kan worden ingesteld krachtens artikel 8 van het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid, gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie ⁵. De invoeging van dat artikel 92^{quater} in de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 wordt in het vooruitzicht gesteld in artikel 4 van voorstel 1263 waarnaar daarnet verwezen is.

⁽⁴⁾ *Parl. St.*, Kamer, 2007-2008, nr. 52-1263/1.

⁽⁵⁾ Volgens de bewoordingen van het voorgestelde artikel 6^{ter}, eerste lid, 2/, zijn de wetgevingshandelingen van de Europese Unie in verband waarmee de afdeling wetgeving van de Raad van State een beredeneerd advies zou kunnen uitbrengen betreffende de verdeling van de bevoegdheid tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten, die welke "bedoeld (zijn) in artikel 3 van het Protocol betreffende de toepassing van de beginselen van subsidiariteit en evenredigheid, gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie". Zowel uit de tekst zelf van dat Protocol als uit de toelichting van het voorliggende wetsvoorstel (inzonderheid blz. 2 en 3) blijkt dat het in feite gaat om de wetgevingshandelingen van de Europese Unie waarvan sprake is in artikel 8 van dat Protocol, waartegen elk "nationaal parlement" of elke "kamer van dat parlement" beroep kan instellen bij het Hof van Justitie van de Europese Unie "wegens schending [...] van het subsidiariteitsbeginsel".

3. Dat in het artikel 6*ter*, dat bij het onderzochte voorstel wordt voorgesteld, uitdrukkelijk of impliciet verwezen wordt naar het samenwerkingsakkoord en naar de artikelen 92*bis*, §§ 1, derde lid, en 4*bis*, derde lid, en 92*quater* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, kan niet eerder zin hebben dan zodra laatstgenoemde bepalingen aangenomen zullen zijn.

Zodra artikel 92*bis*, §§ 1, derde lid, en 4*bis*, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aangenomen zal zijn, zou het van toepassing zijn op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ingevolge de artikelen 42, 63 en 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen. Het voorgestelde artikel 92*quater* zou op dezelfde entiteiten toepasselijk verklaard worden door de wijzigingen die men bij de artikelen 5 en 6 van voorstel 1263 wil aanbrengen in de artikelen 42 en 63, eerste lid, van de voornoemde bijzondere wet van 12 januari 1989.

De artikelen 92*bis*, §§ 1, derde lid, en 4*bis*, derde lid, en 92*quater* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 zouden op de Duitstalige Gemeenschap van toepassing zijn krachtens de artikelen 55*bis* en 55*ter* van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap ⁶.

Artikel 92*bis*, §§ 1, derde lid, en 4*bis*, derde lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 zou van toepassing zijn op het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie in de uitoefening van de bevoegdheden die hun door de Franse Gemeenschap zijn overgedragen krachtens artikel 4, 1/, dat gemeenschappelijk is aan decreet nr. II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, aan decreet nr. II van het Waalse Gewest en aan decreet nr. III van de Franse Gemeenschapscommissie, die beide gedateerd zijn

⁽⁶⁾ Zie eveneens artikel 2 van het wetsvoorstel van 18 juni 2008 "tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap" (*Gedr. St.*, Kamer, 2007-2008, nr. 52-1262/1), waarbij het opschrift van titel IV*ter* van de voornoemde wet van 31 december 1983 wordt gewijzigd. Over dat wetsvoorstel is heden advies 44.785/AV uitgebracht.

22 juli 1993 en hetzelfde opschrift dragen als dat van het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 ⁷.

4. Doordat de artikelen 2, 1/ en 2/, en 4 van voorstel 1263 niet aangenomen zijn, maken de artikelen 92*bis*, §§1, derde lid, en 4*bis*, derde lid, en 92*quater* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 die in die bepalingen worden voorgesteld, geen deel uit van de geldende rechtsordening, zodat het samenwerkingsakkoord waarin die voorgestelde bepalingen voorzien niet gesloten is kunnen worden.

Evenwel zal alleen het onderzoek van de artikelen 92*bis*, §§ 1, derde lid, en 4*bis*, derde lid, en 92*quater* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, wanneer ze aangenomen zullen zijn, en van het samenwerkingsakkoord waarnaar verwezen wordt in de onderdelen 1/, 2/ en 3/, van het voorgestelde artikel 6*ter* van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, wanneer dat akkoord gesloten zal zijn, het mogelijk maken een volledig en nauwkeurig beeld te krijgen van het juridisch kader waarin de drie nieuwe gronden van bevoegdheid van de afdeling wetgeving van de Raad van State een plaats moeten krijgen, inzonderheid wat betreft de reikwijdte die kan worden verleend aan het "beredeneerd advies" dat de afdeling wetgeving zou moeten uitbrengen en het juiste verloop van de procedure.

5. Aangezien de hervorming die in het vooruitzicht wordt gesteld door het voorgestelde artikel 6*ter* van de gecoördineerde wetten op de Raad van State overkomt als sterk verbonden met dat samenwerkingsakkoord dat nog niet gesloten is, is het voor de afdeling wetgeving van de Raad van State voorbarig om onderzoek te wijden aan artikel 2 van het voorliggende voorstel dat ertoe strekt in de gecoördineerde wetten op de

(7) Voor de moeilijkheden die rijzen door de ontstentenis van een uitdrukkelijke bepaling waarbij artikel 92*quater* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 toepasselijk wordt verklaard op het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wat de bevoegdheden betreft waarvan de uitoefening aan hen is overgedragen door de Franse Gemeenschap, wordt verwezen naar opmerking nr. 10 die gemaakt is in advies 44.784/AV, dat heden is uitgebracht over voorstel 1263.

Raad van State een artikel *6ter* in te voegen, en aan de overige bepalingen van het voorstel, die met die bepaling een samenhangend geheel vormen.

Bij de afdeling wetgeving van de Raad van State moet een nieuwe adviesaanvraag aanhangig worden gemaakt wanneer de voorgestelde artikelen *92bis*, §§ 1, derde lid, en *4bis*, derde lid, en *92quater* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 aangenomen zullen zijn en wanneer het samenwerkingsakkoord waarnaar daarin verwezen wordt, gesloten zal zijn ⁸.

⁽⁸⁾ Het zou wenselijk zijn dat, voor een hervorming van die omvang, de adviesprocedure bij de Raad van State zou kunnen verlopen onder voorwaarden inzake termijn die het mogelijk maken daaraan de tijd te besteden die ze verdient, tenzij overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewag zou worden gemaakt van "met bijzondere redenen omklede spoedeisendheid" op grond waarvan de Raad van State kan worden verzocht zijn advies uit te brengen binnen de uitzonderlijke termijn van vijf werkdagen, verlengd tot acht werkdagen als de zaak wordt voorgelegd aan de algemene vergadering of aan de verenigde kamers van de afdeling wetgeving van de Raad van State.

L'assemblée générale de la section de législation
était composée de

De algemene vergadering van de afdeling wetge-
ving was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

M. VAN DAMME,
Y. KREINS,

P. LIÉNARDY,
J. BAERT,
J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
J. JAUMOTTE,
B. SEUTIN,
W. VAN VAERENBERGH,

premier président du Conseil d'État,
eerste voorzitter van de Raad van State,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

conseillers d'État,
staatsraden,

J. VELAERS,
M. TISON,
G. KEUTGEN,
G. de LEVAL,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw
Monsieur
de Heer

A. BECKERS,

M. FAUCONIER,

greffier,
griffier,
greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Les rapports ont été rédigés par MM. B. JADOT,
premier auditeur chef de section et
D. VAN EECKHOUTTE, auditeur adjoint.

De verslagen werden uitgebracht door de
HH. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd en
D. VAN EECKHOUTTE, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. VANDERNOOT.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A. BECKERS

R. ANDERSEN